



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 1

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République islamique de Mauritanie pour l'année 2022

Document d'action « Accès abordable à une électricité propre et renouvelable »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier et le plan d'action au sens de l'article 23 du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif des actions

1. Intitulé Référence CRIS/OPSYS Acte de base	Accès abordable à une électricité propre et renouvelable Numéro CRIS : NDICI AFRICA/2022/044-032 / OPSYS : ACT-61238 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde)
2. Initiative de Team Europe	Oui L'Action contribue à hauteur de 28 250 000 EUR à l'initiative de l'Équipe Europe « Pour la transition vers une économie verte et bleue en Mauritanie » (contribution de l'UE : 13 250 000 EUR et contribution à confirmer de l'Agence française de développement de 15 000 000 EUR)
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action est menée en République islamique de Mauritanie (Mauritanie)
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel (PIP) pour la République islamique de Mauritanie 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du PIP/les résultats escomptés	Cette action contribue directement au domaine prioritaire 2 : « Transition vers une Économie verte et bleue ». OS 2.2 Le secteur de l'énergie permet un accès abordable pour une majorité de la population à une énergie propre et renouvelable
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATION SECTORIELLE	
6. Domaine (s) prioritaire (s), secteurs	Énergie 231 Politique de l'énergie 232 Production d'électricité, sources renouvelables

7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD7 – Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable ODD 13 - Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions ODD 2 - Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ODD 5 - Égalité entre les sexes			
8 a) Code (s) DAC	23110 Politique énergétique et gestion administrative : % 23181 Éducation et formation dans le domaine de l'énergie : % 23182 Recherche dans le domaine de l'énergie : % 23230 Énergie solaire pour réseaux isolés et systèmes autonomes : % 23240 Énergie éolienne : %			
8 b) Canal de distribution principal	Canal principal 12000 Gouvernement du bénéficiaire			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité entre les hommes et les femmes <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (à partir du formulaire CAD)	Objectif politique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes ayant un handicap	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutter contre la désertification	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

11. Marqueurs internes et Tags	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Numérisation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	gouvernance numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	entrepreneuriat numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	compétences/alphabétisation numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	services numériques		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	transport		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	contacts interpersonnels		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	énergie		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS BUDGÉTAIRES				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire : BGUE-B2022-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé : 28 250 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 13 250 000 EUR Cette action est cofinancée conjointement par : l'Agence française de développement pour un montant de 15 000 000 EUR (montant à confirmer)			
GESTION ET MISE EN ŒUVRE				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité projet Gestion directe par: - Passation de marchés Gestion indirecte avec l'entité ou les entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.2 Les opérations de financement et d'investissement soutenues par des garanties budgétaires telles qu'indiqué dans la section 4.4.3.			

1.2 Résumé de l'action

La Mauritanie est un pays saharo-sahélien d'Afrique de l'Ouest de 1.030.000 km² doté d'une façade atlantique de 700 km. Elle compte 4 775 000 habitants¹ en 2021 avec 56.1 % en milieu urbain (dont plus du tiers est à Nouakchott) et 43.9% en milieu rural. L'accès à l'énergie constitue une priorité stratégique du pays. Bien qu'ayant progressé dans la production de l'énergie ces dix dernières années, l'électricité reste aujourd'hui une des premières entraves au développement économique et social du pays avec un taux global d'accès à l'électricité bas (48 %),

¹ <https://databank.worldbank.org/source/population-estimates-and-projections>. Le dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) date de 2013, le prochain est prévu en 2023 et permettra de préciser ces chiffres.

une forte inégalité au niveau de l'accès à l'électricité entre le milieu urbain (82 %) et le milieu rural (6 %), un coût de production élevé lié en grande partie à la dépendance vis-à-vis de l'énergie fossile, un réseau électrique peu développé et une faible intégration des énergies renouvelables dans le réseau.

Pour y faire face, la Mauritanie s'est fixée l'objectif de généralisation de l'accès à l'électricité, avec des objectifs intermédiaires d'électrification de 95 % en milieu urbain et de 40 % en milieu rural à l'horizon 2030. Elle souhaite relever aussi la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national de 42 %² aujourd'hui à 50 % en 2030. Ceci devrait diminuer ses besoins en énergie fossile, créer de nouveaux emplois grâce au développement d'activités économiques, améliorer les moyens de subsistance de nombreux citoyens notamment en milieu rural et atténuer les effets dévastateurs du changement climatique.

Depuis quelques années, l'Union européenne (UE) soutient le gouvernement mauritanien dans le secteur de l'électricité avec d'une part un appui à la gouvernance du secteur (entre autres : définition de la nouvelle politique énergétique, formulation d'un nouveau code de l'électricité qui promeut la transition énergétique vers les énergies renouvelables et l'hydrogène vert, audit de la société nationale de production de l'électricité et formulation de son plan de réorganisation) et, d'autre part un appui à l'investissement avec l'installation de mini réseaux à énergie solaire dans des zones agro-pastorales à fortes potentialités et en lien avec les zones de consommation que sont les zones urbaines en forte expansion.

L'UE, au travers de cette action, souhaite ainsi poursuivre son appui, dans une approche Initiative de l'Équipe Europe (« Team Europe Initiative »), au secteur de l'électricité avec comme impact transformatif l'amélioration de l'accès abordable à l'électricité propre, durable et renouvelable pour une majorité de la population mauritanienne. Cette action est également en ligne avec les principaux domaines de la stratégie et du paquet d'investissement « Global Gateway » Afrique-Europe. La coopération française contribuera au volet « investissements » de l'initiative Équipe Europe « Pour la transition vers une économie verte et bleue en Mauritanie » à hauteur de 15 000 000 EUR (à confirmer). Ce volet pourra être mis en œuvre via une approche « blending » qui permettra la mobilisation de subventions ainsi que le recours aux Partenariats Publics Privés. La BEI sera étroitement associée de même que les autres Institutions financières de développement. Les objectifs spécifiques (résultats) définis pour cette action sont au nombre de trois : (i) les réformes institutionnelles au sein du ministère, de la société nationale d'électricité et de l'autorité de régulation sont adoptées et mises en œuvre, permettant une meilleure gouvernance sensible au genre et axée sur les droits des personnes, du marché intérieur et l'accès au marché extérieur, (ii) l'accès à l'énergie durable, équitable, abordable et fiable est amélioré pour toutes et tous, permettant le développement d'activités économiques et la création d'emplois décents et (iii) la Mauritanie augmente sa capacité de production et de distribution d'électricité verte pour une transition énergétique, en s'appuyant sur les Partenariats publics privés.

Cette action contribuera directement à l'atteinte de l'ODD7 (Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable), de l'ODD13 (Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions), et indirectement de l'ODD2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable) ainsi que l'ODD 5 (Égalité entre les sexes). Elle répond également à l'objectif spécifique n°1 du second domaine prioritaire du programme indicatif pluriannuel 2021-2027, à savoir la promotion d'une croissance durable et inclusive en Mauritanie. L'action contribuera aussi directement à la réalisation des objectifs du projet de Grande Muraille verte, en ligne notamment avec le Pilier 3 pour accélérer la mise en œuvre du projet « Infrastructures résilientes au climat et accès aux énergies renouvelables afin de réduire la pauvreté rurale et le chômage des jeunes, soutenir la prospérité et la sécurité ». Elle contribuera au Plan d'Action de l'UE sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III)³, spécifiquement dans le domaine d'engagement thématique « Relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte ». Enfin, elle permettra de poser les jalons de la poursuite de l'appui pour promouvoir des systèmes alimentaires durables, qui sera développé dans une action qui devrait être intégrée dans le plan d'action annuel 2023.

² Calcul basé sur la capacité installée

³ Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne, référence JOIN(2020) 17 final, 25.11.2020.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

La transition énergétique est un axe majeur des orientations de la Commission européenne, pour l'Europe tout comme dans le cadre de ses interventions extérieures, guidée par l'Agenda 2030 et la vision d'un avenir durable, climatiquement neutre et efficace dans l'utilisation des ressources et dans les stratégies et plans d'actions qui s'y rattachent. Par ailleurs, le Conseil européen a identifié les énergies renouvelables comme l'un des secteurs clés pour la poursuite de la coopération et celles-ci font partie des principaux domaines de la stratégie et du paquet d'investissement « Global Gateway » Afrique-Europe (programme multisectoriel global), de l'Initiative Afrique-UE pour une énergie verte qui devrait soutenir l'ambition d'accès universel à l'énergie durable pour l'Afrique et du Pilier 3⁴ de la Grande Muraille Verte. Cette ambition est également au cœur de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

C'est dans cette même logique que l'UE est engagée depuis plusieurs années auprès du gouvernement mauritanien pour l'accompagner dans la définition et la mise en œuvre de la réforme du secteur de l'électricité, visant à la transition vers un accès abordable à une énergie propre et renouvelable pour une majorité de la population et des opérateurs économiques. La stratégie de développement du pays, la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) qui constitue le cadre stratégique des politiques publiques et des actions de développement pour la période 2016-2030, (i) vise l'électrification de toutes les localités de 1000 habitants à l'échéance 2030, (ii) veut garantir à tous les mauritaniens en 2030 des services énergétiques fiables, durables et modernes et à un coût abordable et (iii) envisage d'ici 2030 l'augmentation de 38 % en 2018 à 50 % de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique bien que le pays sera un producteur du gaz dès 2023. Le gouvernement a ainsi défini une vision stratégique structurée autour de quatre principaux axes : (i) augmenter la capacité de production sur la base de ressources locales, principalement le gaz naturel⁵, l'hydroélectricité⁶, le solaire et l'éolien (ii) construire un système de transport et de distribution moderne et développer le réseau électrique national et régional et les réseaux d'interconnexion, (iii) renforcer le rôle des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique national (hydroélectricité, solaire et éolien) et (iv) mettre en œuvre des solutions énergétiques décentralisées dans les régions reculées et isolées du pays.

La feuille de route élaborée récemment par le Ministère du Pétrole, des Mines et de l'Énergie (MPME) et ses premiers développements ont prévu une restructuration institutionnelle pour les trois entités principales impliquées dans le secteur de l'électricité, à savoir : (i) transformation de la Direction de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie en Direction générale de l'électricité (DGE), en charge du secteur de l'énergie électrique au sein du MPME, (ii) la séparation Société Mauritanienne d'Électricité (SOMELEC) en trois entités chargées suivant les activités et (iii) la montée en puissance de la Direction de l'Électricité au sein de l'Autorité de Régulation multisectorielle (ARE). La nouvelle Loi portant Code de l'électricité, révisée et élaborée avec l'appui de l'UE en 2021 (Facilité d'assistance technique - TAF Énergie), est au cœur de la réforme du secteur de l'électricité. Elle est un outil clé pour assainir la situation actuelle du secteur, l'intégrer aux dynamiques et marchés régional et continental de l'électricité et, enfin, elle permettra d'ouvrir d'importantes perspectives pour réussir la transition énergétique. Le nouveau Code de l'électricité (son approbation est attendue au cours du 2^e trimestre 2022) s'appuie sur le récent dispositif relatif aux Partenariats publics-privés (Loi PPP) afin d'attirer les investisseurs privés dans ce secteur.

Différentes études complémentaires sont également en cours de réalisation dans le secteur de l'électricité avec l'appui de l'UE, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le Programme des Nations unies pour le développement. Elles concernent plusieurs domaines relatifs aux réformes, à des actions de terrain futures et aux énergies renouvelables comme : l'étude de la stratégie nationale d'électrification qui sera suivie de l'actualisation du plan directeur « production et transport », l'étude de soutenabilité financière de la SOMELEC en préparation de sa séparation en 3 filiales (production/transport, distribution/commercialisation, énergie rurale),

⁴ Pillar 3 : Climate resilient infrastructures and access to renewable energy

⁵ Le gaz naturel viendra en substitution du fuel pour les centrales situées à proximité de la côte, première étape dans la diminution des gaz à effet de serre ; il permettra également d'augmenter la capacité de production du pays

⁶ L'hydroélectricité est exclusivement fournie à travers les centrales de l'OMVS au Mali et en Guinée, il n'y a pas de projets propres à la Mauritanie

l'étude de la stabilité du réseau avec intégration du stockage et des énergies renouvelables, le plan directeur de l'électrification rurale, l'étude de l'électrification de 200 villages et l'étude prospective sur les scénarios de transition énergétique en Mauritanie à l'horizon 2050.

La demande d'électricité augmente en Mauritanie à un rythme annuel d'environ 10 % en moyenne, augmentation partiellement liée à la demande domestique, mais aussi à l'accroissement des besoins du secteur industriel. La capacité actuelle de génération totale installée est de 652 MW (fuel/gaz : 340 MW, éolien : 134 MW, solaire : 68 MW + 10 MW en hybridation des centrales de l'intérieur, hydroélectricité-OMVS⁷ : 96 MW). La Mauritanie est passée en moins de six ans d'une situation énergétique déficitaire à une situation nettement améliorée, au point de devenir un acteur énergétique sous régional de taille, exportant l'électricité vers les pays voisins (Sénégal, Mali). La Mauritanie dispose d'un fort potentiel en ressources énergétiques renouvelables, avec 2000 à 2300 kWh/m²/an en photovoltaïque (l'irradiation la plus basse dans le pays étant équivalente aux plus hautes en Europe). Dans le cas de l'éolien, le potentiel est également élevé, mais il est plus localisé dans les zones côtières, avec des pics au-dessus de 10 m/s dans la région de Nouadhibou. Des possibilités d'énergie hydraulique sont également mobilisables dans le cadre des grands projets de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Les projets hydroélectriques régionaux (via l'OMVS et le potentiel du fleuve Sénégal) continuent aussi à se développer avec le barrage de Manantali et ceux de Félou et Gouina (ce dernier entre en service en 2022), renforçant, dans le même esprit, l'approvisionnement en électricité d'origine renouvelable. Le taux des énergies renouvelables dans le mix énergétique est actuellement de 48% de la puissance installée mais seulement de 24% en production effective pour l'année 2021⁸.

La Mauritanie est à la croisée de deux régions et cultures. Au nord, les pays d'Afrique du Nord regroupés dans l'Union du Maghreb Arabe (UMA) dont la Mauritanie est membre. Au sud et à l'ouest, les pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont la Mauritanie a le statut d'observateur. Elle a donc une position privilégiée qui lui permet d'envisager une coopération énergétique de proximité, notamment en intégrant le marché régional de l'électricité. Par ailleurs, la Mauritanie en tant que membre de l'OMVS depuis sa création en 1972 a contribué à la construction et mise en valeur des ouvrages hydroélectriques. À travers le réseau de l'OMVS le pays est déjà connecté au Mali et au Sénégal et il est envisagé de renforcer cette interconnexion avec la ligne Mali-Mauritanie sous réserve de l'obtention des financements nécessaires. La Mauritanie fait aussi partie du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) qui regroupe neuf pays de la zone soudano-sahélienne avec lesquels le pays entretient des échanges soutenus, mais aussi de la grande muraille verte.

La Mauritanie était l'un des membres fondateurs de la CEDEAO mais s'est retirée en 2000. N'étant plus membre, le pays n'a donc pas actuellement de politique régionale intégrée en termes d'énergie. Par contre, certains éléments de sa politique nationale touchent directement à la politique énergétique de l'Afrique de l'Ouest, et elle continue à participer en tant qu'observateur. Elle participe dans un certain nombre de projets, dont ceux liés à l'interconnexion électrique des pays de la région. De plus, la Mauritanie souhaite intégrer le marché régional de l'électricité, en tant que non-membre de la CEDEAO. D'ailleurs, plusieurs projets de lignes de transport y participent, que ce soit l'extension du réseau de transport 225 kV vers Nouadhibou (achevé en février 2022) ou les travaux en cours de la ligne de transport additionnelle de 225 kV entre Nouakchott et Tobène (au Sénégal) mais aussi le projet de ligne reliant Nouakchott à Nema, à l'extrême Est du pays, connectée elle-même sur le réseau OMVS.

La Mauritanie est un membre actif du Comité maghrébin d'électricité (COMELEC) via la SOMELEC. Pour l'instant, elle n'est pas interconnectée au réseau de la COMELEC, mais une connexion est prévue à partir de Nouadhibou vers le Maroc, ce qui renforcerait sa position et ouvrirait des perspectives d'exportation vers l'Afrique du Nord et à plus long terme vers l'Europe en exploitant au mieux son potentiel éolien et solaire. Par ailleurs, les perspectives remarquables de production d'hydrogène vert en Mauritanie pourraient faire du pays un acteur international clé pour atteindre la neutralité carbone en 2050.

Afin de tirer profit du potentiel gazier du pays, le gouvernement mauritanien a décidé de développer le champ off-shore de gaz naturel de Grand Tortue Ahmeyim (GTA) conjointement avec le Sénégal dont une partie des

⁷ Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal

⁸ Rapport SOMELEC 2021

ressources sera réservée à la production d'électricité afin de répondre aux besoins domestiques et industriels du pays, et générer des revenus grâce à l'exportation des excédents. Le champ produira à partir de fin 2023. De plus, Kosmos Energy et son partenaire British Petroleum ont confirmé en avril 2022 l'énorme potentiel du réservoir de gaz Bir Allah dans les eaux mauritaniennes avec des ressources supérieures à celles de GTA. Enfin, le Gouvernement vient de relancer le projet d'exploitation du champ de Banda dont le gaz sera réservé à la production d'électricité pour le pays. Ces projets auront un impact potentiel important sur l'économie domestique et permettront à la Mauritanie de développer, entre autres, ses capacités de production d'une électricité de transition et à un moindre coût d'ici 2050, en remplacement du fuel, tout en poursuivant le développement de la production d'énergie renouvelable (solaire, éolien et hydrogène vert).

2.2 Analyse des problèmes

Les trois principaux problèmes identifiés pour la présente action sont les suivants : (i) lenteur dans la mise en œuvre des réformes du secteur de l'électricité axées sur le marché intérieur et extérieur (ii) performance limitée de l'unique entreprise publique du pays de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'électricité, la SOMELEC (iii) faiblesse de l'accès à l'énergie en milieu rural.

La lenteur dans la mise en œuvre des réformes du secteur de l'électricité axées sur le marché intérieur et extérieur n'a pas favorisé jusqu'à aujourd'hui la restructuration de l'entreprise publique, l'ouverture du marché à de nouvelles entreprises, la régulation de l'ensemble des activités du secteur de l'électricité. Pourtant, la déclaration de politique générale du secteur de 1998 et la promulgation du code de l'électricité en 2001 avaient mis la Mauritanie largement en avance par rapport à plusieurs pays d'Afrique dans le sens où cette loi consacrait la libéralisation du secteur de l'électricité dans ses trois composantes au niveau de la production, du transport et de la distribution. Mais en l'absence d'adoption de textes d'application, (1) il n'y a pas encore de libéralisation du secteur, elle est prévue dans le nouveau code de l'électricité mais ne sera pas mise en œuvre à court terme car le pays doit au préalable organiser le secteur par activité et assurer sa régulation, (2) la SOMELEC fonctionne selon un système de décision et de management très vertical et assure un monopole de fait qui n'est pas bénéfique pour le secteur et (3) l'investissement privé dans le secteur de l'électricité ne s'est pas développé. Face à cette situation et avec l'appui notamment de l'UE (TAF Énergie), un nouveau Code de l'électricité a été élaboré en 2021 afin de mieux intégrer les évolutions du marché, les besoins du pays, la structure institutionnelle envisagée et la nouvelle place réservée aux énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays. L'adoption du Code avec son décret d'application est une nécessité pour permettre une mise en œuvre de la présente action conforme aux objectifs fixés. Au-delà du cadre législatif et réglementaire, il est à noter également une faiblesse des capacités des différents acteurs du secteur de l'électricité. Au sein du Ministère du pétrole, des mines et de l'énergie (MPME), la Direction en charge de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie chargée d'élaborer les politiques et les textes régissant les orientations et la réglementation est la moins dotée des directions en ressources humaines, logistiques et financières. Sa fonction stratégique qui suppose des activités d'études, de recherche, de normalisation et de vulgarisation est donc actuellement limitée. La SOMELEC, quant à elle, connaît des problèmes de performance sur l'ensemble de ses activités qui impactent ses finances et le service de fourniture d'électricité au public. Parmi ces problèmes, on peut noter (1) absence d'un cadre réglementaire clair et précis organisant le travail et spécifiant des objectifs quantitatifs et qualitatifs, (2) l'absence d'une planification adéquate et des outils nécessaires à la gestion des ressources humaines et la gestion commerciale et financière, (3) l'absence d'une politique cohérente de gestion des ressources humaines, de recrutement, de développement et de rétention des compétences (les 2/3 des employés sont non-statutaires sans contrat de travail), (4) l'organisation déséquilibrée en faveur du pôle commercial qui emploie plus de 30% du personnel, (5) l'absence de systèmes fiables, de procédures claires et de normes pour les achats, pour l'exploitation et pour la maintenance du parc de production et des réseaux de transport et de distribution, (6) la tarification de l'électricité identique depuis 2017 accessible pour les usagers mais impactant les finances de l'entreprise et (7), la situation négative de la trésorerie de la SOMELEC ces dernières années avec le besoin de recours en permanence à des emprunts. Quant à l'Autorité de Régulation Multisectorielle (ARE), elle n'a jusqu'à aujourd'hui aucun pouvoir de régulation sur la SOMELEC car le contrat État-SOMELEC bien qu'obsolète est toujours d'application. Le rôle de l'ARE se limite donc à la régulation des délégataires de services publics, ce qui représente environ 1% du marché. En interne, elle ne dispose pas encore d'une direction spécifique pour l'électricité. Malgré les potentialités du pays en énergie renouvelable, le secteur de l'électricité n'est pas encore suffisamment attractif pour les investisseurs privés et pour les institutions financières de développement européennes pour les motiver à investir sur le moyen et long terme en Mauritanie.

La performance limitée de la SOMELEC, unique entreprise publique de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'électricité est due à plusieurs facteurs. Pour la production de l'électricité, (1) elle est fortement dépendante des produits pétroliers au niveau de ses centrales électriques, produits coûteux et lourds en terme d'émission de CO2 et (2) elle a des difficultés à intégrer les énergies renouvelables dans le réseau national. Son réseau de transport actuel, à travers ses propres lignes et celles du réseau de l'OMVS, est très limité et alimente principalement la ville de Nouakchott et quelques localités sur la frontière avec le Sénégal (Rosso, Bogué Kaédi et Sélibabi) et Aleg, laissant ainsi de côté d'autres centres de consommation dont Nouadhibou (deuxième centre de consommation urbaine) et les autres villes du pays qui sont alimentées par des réseaux non connectés, mais aussi des unités industrielles majeures (SNIM, Sociétés minières...) contraintes à l'autoproduction. Il n'existe pas non plus de réels plans d'entretiens et de maintenance des réseaux et autres infrastructures. Pour la distribution de l'électricité dans les villes, les difficultés de la SOMELEC sont liées au mauvais état du réseau, à l'existence d'un seul de centre de dispatching basé à Nouakchott et aux insuffisances en ressources techniques et humaines. Elle n'a pas de capacités de stockage pour les énergies renouvelables. Au niveau de la commercialisation, on peut noter que : (1) le coût de production étant élevé, le prix pour les consommateurs l'est aussi, que ce soit pour un usage privé ou professionnel, pour les petites entreprises comme pour les grosses industries, (2) le taux de performance commerciale est un des plus bas de la région (64 %), (3) les branchements illégaux sont nombreux et (4) 57 % des abonnés sont au tarif social, tout cela impactant fortement les recettes de la SOMELEC.

L'accès à l'énergie en milieu rural est limité avec un taux de seulement 6 %. Ceci est dû notamment aux facteurs géographiques et sociaux, dont la distance élevée entre les grandes zones urbaines (capitales régionales) et une population peu nombreuse distribuée dans un pays très vaste de plus d'un million de km². Une amélioration de l'accès en milieu rural nécessite un investissement par habitant très lourd. Les autres causes sont également : (1) la concentration de la SOMELEC sur les besoins d'électricité en milieu urbain, conformément à son contrat avec l'État (2) la dissolution par l'État, en 2018, de l'Agence de promotion de l'accès universel aux services (APAUS) créée en 2001 qui avait pour objectif l'accès aux services vitaux des populations des zones non couvertes par les sociétés nationales de l'eau, de l'électricité et des télécommunications, (3) le manque de compétences des opérateurs sur l'énergie rurale et la maîtrise des énergies renouvelables qui sont au cœur de l'électrification rurale et (4) l'absence de capacités d'investissement de la part des délégataires de services publics.

Tous ces problèmes bloquent le développement des activités de valorisation de la production agro-pastorale et plus globalement sont autant d'entraves à la croissance inclusive de l'économie, en particulier de l'autonomisation économique des femmes et de l'emploi surtout en zone rurales, favorisant aussi l'exode rural des jeunes. La faible prise en compte de l'intégration de genre dans l'élaboration des politiques, stratégies et plans ainsi que mécanisme de gouvernance ne contribuent pas à éviter ces écueils.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

- Le Ministère du pétrole, des mines et de l'énergie qui assure le pilotage du secteur et la mise en œuvre de la politique sectorielle de l'énergie. En son sein, la Direction en charge de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie est chargée d'élaborer les politiques et les textes régissant les orientations et la réglementation, en rapport avec l'Autorité de régulation du secteur de l'électricité.
- La SOMELEC, société publique, qui détient le monopole de la production, du transport, de la distribution et de la commercialisation de l'énergie électrique en milieu urbain et périurbain sur la totalité du territoire national. Elle est aussi en charge de la gestion de la plupart des réseaux isolés dans les capitales régionales, rôle qu'elle partage également avec les délégataires des services publics en milieu rural.
- L'autorité de régulation multisectorielle (ARE) qui est une institution indépendante qui régule les secteurs de l'eau, des télécommunications et de l'énergie en matière de tarification, d'attribution des titres d'exploitation requis pour l'exercice des activités, de suivi de comportement des opérateurs et de sanction des manquements relatifs. L'ARE est membre de l'observatoire de l'Autorité de Régulation Régionale du secteur de l'Électricité, le régulateur du marché régional de l'électricité de la CEDEAO.
- Le Ministère des affaires économiques et de la promotion des secteurs productifs avec en son sein la Direction générale des stratégies qui est responsable de la formulation de la SCAPP (au niveau national et régional) et qui a mis en place en son sein en 2021 une Direction générale des partenariats publics et privés et l'Agence de promotion des investissements en Mauritanie

- Les autres ministères techniques (Hydraulique et assainissement, élevage, agriculture, environnement et développement durable) qui sont impliqués dans des investissements en milieu rural nécessitant de l'électricité
- Les entreprises du secteur privé spécialisées dans les énergies renouvelables qui sont susceptibles de développer des projets sous la forme de partenariats public-privé.
- Les délégataires de services publics qui ont la charge actuelle de la gestion courante de mini réseaux en milieu rural
- Les autorités locales (régionales et communales) des zones agro-pastorales où seront construits des mini réseaux en énergie solaire
- Les usagers, femmes et hommes, en tant qu'abonnés à la SOMELEC ou aux délégataires de services publics
- Les partenaires techniques et financiers qui (1) appuient le gouvernement dans la mise en œuvre de sa stratégie du développement, et particulièrement dans le secteur de l'énergie, (2) qui participent aux financements des infrastructures énergétiques permettant de développer l'activité économique du pays et (3) qui favorisent l'implication du secteur privé dans le financement de projets importants dans les énergies renouvelables.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif global (impact) de cette action est de contribuer à la réduction des émissions des gaz à effet de serre en améliorant l'accès abordable à une électricité fiable et renouvelable pour une majorité de la population mauritanienne.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont :

1. Améliorer les performances du secteur de l'électricité et de ses opérateurs sur l'ensemble du territoire, pour un service de qualité équitable contribuant au développement d'activités économiques et la création d'emploi décent pour toutes et tous
2. Effectuer et promouvoir des investissements structurants permettant d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et d'améliorer la couverture et le taux d'accès à l'électricité notamment en milieu rural

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants:

Contribuant à l'objectif spécifique n°1 : Performance du secteur

- R.1.1. Au sein du MPME, la future DGE est en adéquation avec les enjeux du secteur de l'électricité dont elle assure le pilotage stratégique, en suivant et en mettant en œuvre les réformes institutionnelles.
- R.1.2. Les opérateurs sont performants dans leur organisation pour fournir un service de qualité aux usagers conformément à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC).
- R.1.3. La Direction de l'électricité de l'autorité de régulation multisectorielle est en mesure d'assurer ses compétences sur l'intégralité du secteur.

Contribuant à l'objectif spécifique n° 2 : Mix énergétique

- R.2.1. Dans les zones de production agro-pastorales, l'accès des populations rurales à l'électricité est amélioré à partir de systèmes basés sur des sources renouvelables (solaire et éolien).
- R.2.2. La production d'électricité verte contribue à l'atteinte des objectifs d'atténuation du changement climatique en Mauritanie (CDN⁹ avril 2021).
- R.2.3. Le secteur privé contribue à l'investissement dans l'énergie renouvelable.

3.2 Activités indicatives

À titre indicatif les activités suivantes seront réalisées :

⁹ Contributions déterminées nationales

Activités liées au résultat 1.1 – Au sein du MPME, la future DGE est en adéquation avec les enjeux du secteur de l'électricité dont elle assure le pilotage stratégique, en suivant et en mettant en œuvre les réformes institutionnelles :

- Renforcement des capacités du ministère et notamment de la DGE pour planifier et mettre en œuvre sa politique énergétique ;
- Renforcement des capacités du ministère pour mener des réflexions et des études sur la transition énergétique du pays et pour élaborer les textes juridiques nécessaires ;
- Appui au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation de la réforme du secteur de l'électricité ;
- Renforcement des capacités du ministère pour la promotion des investissements du secteur privé dans l'énergie renouvelable ;
- Renforcement des ministères techniques pour la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire propice à des investissements privés responsable avec les droits humains (principes des nations unies en matière de droits humains appliqués aux entreprises.) dans le secteur de l'électricité ;
- Renforcement des ministères techniques pour la mise aux normes internationales en vue d'une intégration de la Mauritanie dans le marché régional.

Activités liées au résultat 1.2 – Les opérateurs sont performants dans leur organisation pour fournir un service de qualité à tous les usagers sans discrimination

- Accompagnement de la séparation de la SOMELEC en trois filiales : organisation de chacune des entités, redéploiement du personnel, relation fonctionnelle entre les 3 entités, relations avec la maison mère, appui à la conduite du changement, mise en place d'outils de mesure de performance de l'organisation de la Société mère et de ses filiales ;
- Amélioration de la performance technique de la SOMELEC et de ses 3 filiales : mise en place des outils et mesure des performances, mise à jour et mise en œuvre de procédures pour la gestion et la maintenance des centrales éoliennes mais des réseaux de transport/distribution et de la branche commercialisation, appui à la mise en place de mécanisme de réception et de traitement des plaintes des usagers ;
- Accompagnement particulier de la filiale électrification rurale (étant un nouveau métier de la SOMELEC) : mise en place des outils de gestion, de planification technique, de performance, élaboration et mise en œuvre de procédures pour la gestion et la maintenance des mini-réseaux ainsi qu'une évaluation des risques sociaux (inclus genre et droits humains) ;
- Formations des cadres et techniciens (non ciblés par l'école des métiers de la SOMELEC) ;
- Accompagnement des délégataires de service public de l'électricité (actuellement 1 % du marché) ;
- Appui à la mise en œuvre des recommandations des études en cours relatives à l'intégration des énergies renouvelables dans les réseaux, à la stabilité réseau et au stockage, appuis spécifiques au centre de dispatching (diagnostic, formation, outils-logiciels) ;
- Identification et fourniture de nouveaux outils de travail (logiciels, petits équipements spécifiques, etc.)

Activités liées au résultat 1.3 – La Direction de l'électricité de l'autorité de régulation multisectorielle est en mesure d'assurer ses compétences sur l'intégralité du secteur

- Appui à la réorganisation de l'ARE pour assumer ses missions de régulation du secteur de l'électricité.
- Développement des capacités du département de l'électricité et adaptation de son organisation interne aux missions de régulation du secteur ;
- Appui à la révision du cadre légal et réglementaire et des instruments conventionnels de la régulation du secteur de l'électricité et appui au Conseil national de régulation ;
- Financement d'études et fourniture de nouveaux outils et méthodes spécifiques (modèle cahier des charges, grilles d'évaluation des offres, procédures de contrôle, procédures de plaintes par les usagers, etc.)

Par ailleurs, l'assistance technique recrutée pour la mise en œuvre de ces activités assurera une information régulière auprès de la Délégation de l'Union européenne sur les questions de gaz et d'hydrogène vert, ainsi que sur toute autre question permettant d'alimenter le dialogue sectoriel.

Activités liées au résultat 2.1 – Dans les zones de production agro-pastorales, l'accès des populations rurales à l'électricité est amélioré à partir de systèmes basés sur des sources renouvelables (solaire et éolien).

- Réaliser les investissements nécessaires pour la construction / extension de réseaux isolés en milieu rural alimentés par des sources renouvelables (solaire/éolien) en énergie solaire par des opérateurs privés ;
- Réaliser les études préalables nécessaires pour préparer les appels d'offres en vue de recruter le/les délégataires ;
- Déployer une assistance technique spécifique pour le renforcement des capacités de l'opérateur / institution qui assurera le processus d'appel d'offres et de pilotage de l'opération d'investissement ;
- Déployer une assistance technique auprès du/des délégataires privés retenus dans le cadre de cette action pour une gestion optimale du service de fourniture d'électricité aux populations locales avec une sensibilité genre ;
- Sessions d'information au niveau communautaire sur les processus, les coûts et la responsabilité des opérateurs d'électricité en matière de connexion (transparence et accès à l'information) avec un ciblage spécifique des femmes et des groupes en situation de vulnérabilité ;
- En lien étroit avec les activités prévues dans le DA 2022 relatif à la TCF, contribuer à la diffusion des résultats de l'action et à sa visibilité ;
- Assurer un suivi rapproché de l'action en facilitant le dialogue entre toutes les parties impliquées, en premier lieu avec le MPME ;

Activités liées au résultat 2.2 – La production d'électricité verte contribue à l'atteinte des objectifs d'atténuation de la Mauritanie (CDN avril 2021).

- Assurer l'appui-conseil au Maître d'ouvrage dans les opérations de recrutement et de suivi des prestataires en charge de construire des unités de production solaire/éolien ;
- Participer aux groupes de travail relatifs à la mise en œuvre et au suivi des CDN.

Activités liées au résultat 2.3 – Le secteur privé contribue à l'investissement responsable avec les droits humains dans l'énergie renouvelable

- Contribuer à la réalisation d'études spécifiques et/ou à l'appui au montage d'opérations de blending pouvant mobiliser le Fonds européen pour le développement durable Plus (FEDD+) et sa garantie notamment avec la Banque européenne d'investissement (BEI) et d'autres institutions financières de développement ;
- Contribuer à l'évolution du cadre législatif et réglementaire ;
- En lien avec les activités des résultats 1.1 et 1.3, contribuer à la mise en place et/ou amélioration d'un mécanisme incitatif d'électrification rurale permettant l'attractivité du dispositif auprès de partenaires privés.

La contribution de l'UE à l'Initiative Équipe Europe (IEE) prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si l'IEE ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de l'IEE.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et Changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique EES

L'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES) a conclu que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat doivent être pris en compte au cours de la conception. L'évaluation de l'impact sera conduite dans le cadre de la préparation spécifique de chacune des infrastructures (principalement des mini-réseaux décentralisés) et non au niveau de l'action, en impliquant les représentants des populations locales. Par ailleurs, la stratégie nationale d'électrification est en cours de d'élaboration (appui de la Banque mondiale) et en fonction du résultat de la partie d'analyse EES notre action pourra compléter ce volet.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement EIE

L'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) a classé l'action en catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire). Néanmoins, les développeurs de projet devront réaliser leurs propres EIE dans les études de faisabilité lors de la mise en œuvre du projet. Ce type d'étude est obligatoire en Mauritanie pour des d'infrastructures dans le secteur de l'énergie.

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques ERC

Selon les derniers rapports d'évaluation du Groupe intergouvernemental des experts sur le climat (GIEC), la Mauritanie fait partie des dix pays les plus vulnérables au changement climatique. Ce serait l'un des pays où l'environnement est le plus dégradé au monde. Néanmoins, l'examen de l'évaluation des risques climatiques (ERC) a conclu que cette action est à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire). Toutefois, cet aspect sera pris en compte dans les études de faisabilité lors de la mise en œuvre du projet.

L'Action contribuera à réduire les risques associés à la déforestation et aux émissions de gaz à effet de serre, contribuant aussi aux objectifs de la grande muraille verte de restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées¹⁰ et de séquestrer 250 millions de tonnes de carbone.

Plus globalement, les cahiers des charges des appels d'offres pour le recrutement de développeurs de projets devraient inclure les questions relatives à la gestion des déchets, notamment des équipements à renouveler de type batterie/panneaux, sur la base de données portant sur la résistance des matériels installés face aux conditions climatiques particulières du pays (vent, poussière, fortes chaleurs), à l'existence ou non de filières spécialisées dans le pays ou la région, mais aussi aux ressources humaines disponibles pour assurer l'entretien et la maintenance des installations. Les compétences professionnelles y compris dans le domaine des nouvelles technologies sera intégré dans l'approche formation professionnelle.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD pour l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE indiqués à la section 1.1, cette action est dénommée G1. Cela signifie que l'égalité homme-femme est un objectif important et délibéré mais non principal. L'action agira directement sur le genre au niveau de l'accès équitable des femmes à une énergie de qualité, fiable et abordable pour permettre aux femmes de renforcer leur rôle dans les chaînes de valeur agro-pastorales et de diversifier les sources d'aliments pour leur famille. Des efforts seront faits pour désagréger les statistiques des secteurs socio-économiques mais aussi pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'agriculture durable (SANAD) par sexe et par tranches d'âge.

La planification et les études d'impact environnemental et social intégreront les questions de genre.

Droits de l'Homme

L'accès à l'énergie est un droit humain fondamental, l'Action veillera au respect de ces droits dans toutes les activités qu'elle soutiendra. Il n'est pas envisageable d'appuyer une croissance inclusive dans une société sans énergie. Par ailleurs, la pauvreté énergétique est cause d'inégalité socio-économique, de problèmes d'éducation, de santé publique et de déforestation. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les défis existants en matière de pauvreté énergétique. L'accès à l'énergie est vu comme un vecteur de transformation, de pacification sociale et de prévention des conflits. L'action soutiendra également l'égalité de genre et pour répondre aux principes des nations unies en matière de droits humains appliqués aux entreprises, en intégrant par exemple des clauses spécifiques dans les cahiers des charges des appels d'offres pour leur recrutement.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes CAD de l'OCDE sur le handicap identifié à la section 1.1, cette action est dénommée D0. Cela signifie que le handicap n'est pas un objectif prioritaire dans l'action, mais néanmoins englobé dans l'objectif d'améliorer l'accès abordable à l'électricité propre, durable et renouvelable pour une majorité de la population mauritanienne, y compris les personnes porteuses de handicap.

Démocratie

Le programme contribue à la promotion de la bonne gouvernance et de la démocratie par son objectif de garantir un accès abordable à une électricité propre, durable et renouvelable pour une majorité de la population

¹⁰ En lien avec le marqueur « Lutter contre la désertification » de la Convention de Rio

mauritanienne. En effet, l'accès à l'énergie est un droit humain fondamental. L'Action améliorera la transparence, la bonne gouvernance et l'accès à l'information dans le secteur de l'électricité

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

La présente action, à travers un meilleur accès à l'énergie aura un impact important sur les populations vulnérables en milieu rural, en particulier les plus pauvres ayant un moindre accès aux services de base. Il en va de la stabilité sociale des zones déshéritées, notamment les zones rurales et en particulier les régions du Sud bordant le fleuve Sénégal, les quartiers périurbains des grandes villes notamment Nouakchott, et les zones de l'Est. Le renforcement durable des services de base permettra d'asseoir la présence de l'État dans ces zones et d'accélérer la transition d'une situation de crise chronique vers une meilleure résilience des populations rurales, contribuant ainsi au triple nexus humanitaire-développement-paix.

Réduction des risques de catastrophe

La réduction des risques de catastrophe n'est pas un objectif spécifique directement visé par cette action. Cependant, un meilleur accès à une énergie de qualité, fiable et abordable permettra un renforcement de la résilience agro-pastorale, leur permettra de valoriser le potentiel de production de transformation de stockage et de distribution des denrées et leur permettra de mieux surmonter les catastrophes et crises humanitaires, et de mieux prévenir les risques de toutes les formes de malnutrition.

Autres considérations, le cas échéant

La transition vers une énergie renouvelable est un levier important pour accompagner la Mauritanie dans l'atteinte de sa contribution déterminée au niveau national (CDN) en vue de l'atténuation des effets du changement climatique. La Mauritanie est un pays d'une vulnérabilité extrême aux effets du changement climatique. Malgré qu'elle soit un relativement faible contributeur d'émissions globales de gaz à effet de serre (GES), le pays dispose d'un important potentiel d'atténuation en termes d'énergies renouvelables. Au-delà du Plan National d'Adaptation (PNA), l'importance de la CDN est cruciale pour l'atténuation vu les effets du changement climatique qui se font sentir sous un large éventail de formes, et dont la l'ampleur de la crise d'insécurité alimentaire annoncée pour 2022 est une triste conséquence de la rareté des pluies accentuée par d'autres facteurs ; la Mauritanie a révisé et augmenté l'ambition de sa CDN 2021-2025. Dans la version révisée des CDN de septembre 2021, le secteur principal d'atténuation est le secteur de l'énergie et repose sur le potentiel d'énergies renouvelables du pays. Conformément à ses engagements pris sur la réduction des GES, la Mauritanie vise l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique (50% en 2030).

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Élevée/ Moyenne/ Faible)	Impact (Élevé/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
2	L'absence d'une vision stratégique de l'électrification à long terme, afin d'assurer le meilleur mix entre les différentes sources d'énergie et moyens de production, entre les financements publics et privés	Moyenne	Élevé	Études sur la transition énergétique du pays Renforcement des capacités de la DGE pour planifier et mettre en œuvre sa politique énergétique Élaboration de la stratégie nationale d'électrification
4	L'adoption et la mise en place tardives tardive du du nouvel organigramme de la DGE, du nouveau code de l'électricité, de la	Moyenne	Élevé	Accompagnement des institutions en charge de la mise en œuvre de la réforme de l'électricité

	nouvelle organisation de la SOMELEC avec 3 filiales			Accompagnement de la séparation de la société SOMELEC en 3 filiales
2	L'impossibilité d'intégrer toute l'énergie renouvelable dans le réseau de transport et de distribution, faute de planification stratégique et technique	Moyenne	Élevé	Formation de cadres et de techniciens Identification et fourniture de nouveaux outils de travail et des équipements manquants pour assurer un dispatching plus efficace, sur base des 2 études de flexibilité menées par la BAD et la BM (livraison août 2023)
1	La signature de contrats avec des opérateurs privés (délégataires, producteurs indépendants d'énergie) qui ne soient pas suffisamment à l'avantage du pays et de son développement sans une mise en concurrence correcte	Moyenne	Élevé	Accompagnement des institutions en charge du pilotage et de la régulation du secteur de l'électricité
1	Pas suffisamment d'appétence du secteur privé pour investir dans le secteur, notamment en milieu rural	Moyenne	Élevé	Appui à la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire transparent propice aux investissements privés (textes, fonds d'électrification rurale) Accompagnement des investisseurs avec des outils financiers appropriés (blending, garanties)
2	Ralentissement du rythme de substitution des énergies fossiles par de l'énergie propre et renouvelable	Moyenne	Élevé	En augmentant l'accès à une énergie propre en milieu rural et en aidant à l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau, l'action va contribuer à réduire la production de gaz à effet de serre et la vulnérabilité climatique du pays aux aléas exogènes notamment ceux du pétrole. Les efforts d'atténuation les plus importants reposent sur l'important potentiel d'énergies renouvelables du pays et les capacités d'augmentation de la part des énergies propres dans le mix énergétique ¹¹ .

Enseignements tirés:

Le rapport final de l'évaluation stratégique de la coopération de l'UE avec la Mauritanie sur la période 2014-2020¹² souligne l'importante contribution de l'UE au développement du secteur de l'électricité. Même si des défis persistent dans ce domaine et si les effets de l'appui de l'UE sont localisés dans des zones géographiques restreintes, l'UE

¹¹ Contribution déterminée nationale actualisée pour la Mauritanie – CDN 2021-2030

¹² https://ec.europa.eu/international-partnerships/evaluation-eu-cooperation-islamic-republic-mauritania-2014-2020_fr

contribue à l'amélioration de l'accès des populations à l'électricité, y compris en milieu rural. D'importantes disparités en matière d'accès à l'électricité demeurent cependant entre le milieu urbain et les zones agro-pastorales du milieu rural – lequel est appuyé par l'UE. Durant le 11^e Fonds européen de développement (FED) couvrant la période 2014-2020), la stratégie de coopération de développement des zones de production agro-pastorales ciblait à la fois les niveaux central et déconcentré. Cette stratégie a été considérée comme pertinente, associant la gouvernance, les infrastructures et les équipements structurants pour les filières agro-sylvo-pastorales aux niveaux familial et communautaire. Toutefois, les interventions ont connu de nombreux retards et ont dû faire face à de multiples défis internes et externes, tels que la difficulté de trouver des partenaires d'exécution compétents, un manque de concertation au niveau local, mais aussi de fréquents changements institutionnels, qui ont retardé certaines réformes et n'ont guère facilité l'appropriation nationale et finalement la pandémie de Covid-19.

L'étude de faisabilité détaillée du volet énergie du programme de renforcement des investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le développement durable des zones rurales « RIMDIR » financé sous le 11^e FED a été validée en avril 2021. Celle-ci a confirmé que, du fait de l'étendue du pays et de la dispersion des localités, de la situation économique du pays et des populations en milieu rural, le développement de l'électrification rurale par mini-réseaux reste tributaire de subventions pour diminuer la charge d'investissement et attirer les investisseurs privés.

Dans la perspective de l'augmentation du marché de l'électrification rurale, une attention particulière sera portée sur le possible recours au fonds national de régulation du secteur, par les délégataires de services publics de l'électricité afin d'assurer l'équilibre des comptes d'exploitation de ces services.

L'évaluation à mi-parcours de ce programme RIMDIR souligne également que le montage institutionnel du projet s'est avéré complexe car il se situait dans un contexte de réforme non aboutie, cela a fortement ralenti l'exécution de sa composante « énergie ».

3.5 La logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente de cette action est la suivante:

L'accès à l'électricité pour toutes et tous et toutes est une priorité du gouvernement mauritanien. En 2020-2021, le Ministère du pétrole, des mines et de l'énergie (MPME) a lancé plusieurs réformes et études qui restent à concrétiser et qui permettront une mise en œuvre efficace de la présente action. Globalement et en toute cohérence avec l'initiative de l'Équipe Europe « Pour la transition vers une économie verte et bleue », l'action apportera un appui institutionnel aux acteurs principaux pour renforcer le cadre réglementaire et leurs capacités, accompagnera la société nationale d'électricité dans son projet de restructuration en 3 filiales, développera l'accès à l'énergie solaire en milieu rural et encouragera les projets de développement d'énergie éolienne dans le cadre de partenariats public-privé. De ce fait, la Mauritanie augmentera son niveau de manière durable de sécurisation énergétique : davantage de citoyens auront accès à l'électricité, les énergies renouvelables seront intégrées dans le réseau de la SOMELEC, la production d'énergie renouvelable augmentera, le dialogue et l'implication du secteur privé seront développés.

Cette intervention, par les investissements en milieu rural, permettra de poser les jalons de la poursuite de l'appui aux systèmes alimentaires durables, qui sera développé dans le plan d'action annuel 2023.

Les objectifs spécifiques de l'intervention et les résultats attendus seront atteints par des composantes complémentaires, se renforçant les un(e)s les autres.

1) Composante « Performance du Secteur »

Les réformes institutionnelles sont adoptées et mises en œuvre (Ministère, SOMELEC, régulation), elles permettent une meilleure gouvernance du marché intérieur et l'accès au marché extérieur

Afin de capitaliser et assurer la durabilité des résultats des actions antérieures 2014-2021 appuyées par la TAF Énergie de l'UE, cette troisième composante accompagnera les acteurs dans la mise en œuvre des réformes du secteur de l'électricité, notamment (i) la restructuration de la Direction en charge du secteur au sein du Ministère du pétrole, des mines et de l'énergie, (ii) la restructuration de la Société nationale d'électricité (SOMELEC), (iii) l'évolution de l'Autorité de régulation multisectorielle, et (iv) l'élaboration des textes nécessaires devant encadrer et faciliter le développement du secteur (v) la mise aux normes internationales en vue d'une intégration régionale. Ce premier volet, fondamental dans la logique d'intervention, s'appuie fortement sur les acquis enregistrés en 2021 par les missions de la TAF Énergie

durable de l'UE. Les réformes institutionnelles adoptées seront mises en œuvre (Ministère, SOMELEC, régulation) et permettront non seulement une meilleure gouvernance du marché intérieur, mais aussi l'accès au marché extérieur (sous-régional comme la CEDEAO et les pays du Maghreb, et vers l'Europe vu les besoins croissants et les ambitions de commerce international d'énergie verte du pays).

L'accès abordable et équitable à l'énergie fiable, propre et renouvelable est amélioré, permettant le développement d'activités économiques et la création d'emploi.

Cette composante sera axée sur l'amélioration des performances du secteur de l'électricité et de ses opérateurs sur l'ensemble des activités de production, transport, distribution et commercialisation. Cela touchera notamment les domaines suivants : électrification rurale, performance et stabilité des réseaux, efficacité énergétique, capacités de stockage, amélioration du dispatching.

2) Composante « Investissements structurants »

La Mauritanie augmente sa capacité de production et de distribution d'électricité verte pour une transition énergétique sensible au genre et axée sur les droits.

Cette seconde composante est dédiée aux investissements structurants permettant d'augmenter la capacité de production d'électricité à partir de sources renouvelables. Ce volet pourra être mis en œuvre via une approche « blending » bien qu'à ce stade certains facteurs restent à déterminer comme la hauteur de la contribution non remboursable de l'UE potentiellement nécessaire pour garantir la concessionnalité. L'approche « blending » permettra la mobilisation de subventions ainsi que le recours aux Partenariats Publics-Privés sur la base d'un plan d'action décennal en cours d'élaboration par le ministère. Ce plan déclinera la stratégie nationale d'électrification qui servira de cadre d'intervention à l'action de l'UE. La BEI sera étroitement associée de même que les autres Institutions financières de développement dans le cadre de cette composante. Si une approche « blending » est mise en œuvre, elle sera mentionnée sur la plateforme du blending. Le secteur privé contribuera à l'investissement dans l'énergie renouvelable (investissement initial, réinvestissement nécessaire, renouvellement des équipements selon le plan d'amortissement).

Les zones d'intervention sont liées à l'action du plan d'action annuel à venir en 2023 relatif aux systèmes alimentaires durables, et donc dans les zones de production agro-pastorales situées dans les régions frontalières avec le Sénégal et le Mali. Les localités seront retenues à partir des études réalisées dans le cadre de l'intervention du RIMDIR (11^e FED) et des investissements réalisés entretemps par le RIMDIR et les autres partenaires qui se sont également référés à ces études pour mener des opérations d'électrification rurale.

Dans les zones de production agro-pastorales, l'accès des populations rurales à l'électricité est amélioré à partir de systèmes basés sur des sources renouvelables (solaire et éolien) et la production d'électricité verte contribue à l'atteinte des objectifs d'atténuation du changement climatique de la Mauritanie.

En avril 2021, la Mauritanie a revu à la hausse ses ambitions en matière de réduction nette des émissions de gaz à effet de serre (GES). En effet, elle vise à assumer une contribution d'atténuation des GES plus significative conformément à la SCAPP. Cela s'est traduit par un engagement de Contribution Déterminée au niveau national révisée pour 2021-2025 où la transition vers une énergie verte et l'évolution du mix énergétique sont identifiés comme les principaux leviers sur base du potentiel d'énergies renouvelables du pays. Cette action contribuera aussi à réduire les risques associés à la déforestation par la production de énergie domestique (charbon, bois de feu) et aux émissions de gaz à effet de serre, en ligne avec les objectifs de la Grande Muraille verte de restaurer un maximum d'hectares de terres dégradées et de séquestrer un maximum de tonnes de carbone.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement de rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade de la passation des marchés. Si les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur au plus tard à la signature du ou des contrats liés au présent document d'action ou dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour fixer des valeurs cibles intermédiaires (valeurs intermédiaires) pour les indicateurs de réalisation et de réalisation, le cas échéant.

- Au début, le premier rapport d'avancement devrait inclure le cadre logique complet (par exemple, y compris les valeurs de référence/objectifs).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour contenant les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit compléter le cadre logique par des valeurs de référence et des valeurs finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la durée de vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les réalisations attendues et les indicateurs, objectifs et valeurs de référence connexes inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification de la décision de financement n'étant requise.

Modalité du projet (3 niveaux de résultats/indicateurs/source de données/hypothèses — pas d'activités)

Résultats	Chaîne de résultats (@): Principaux résultats escomptés (maximum 10)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat escompté)	Lignes de base (valeurs) Toutes les références sont en 2021	Objectifs chiffrés (valeurs et années)	Sources des données	Hypothèses
Impact (objectif global)	La majorité de la population mauritanienne a un accès abordable à une électricité fiable et d'origine renouvelable	Proportion de la population avec un accès à l'électricité (GERF ¹³ 1.2) a) urbain, b) rural	a) 82 % b) 6 %	a) 98 % en 2030 b) 12 % en 2030	SCAPP MPME	<i>Sans objet</i>
		Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie (GERF 1.3)	42 %	50% en 2030	MPME	
Effet direct 1 (objectif spécifique)	1. Améliorer les performances du secteur de l'électricité et de ses opérateurs sur l'ensemble du territoire, pour un service de qualité contribuant au développement d'activités économiques et la création d'emploi	1.1 Les réformes du secteur de l'électricité sont adoptées par le gouvernement 1.2 Le pilotage stratégique du secteur est assuré par le MPME 1.3 Taux des activités du secteur de l'électricité qui sont régulées par l'ARE 1.4 Prise en compte de la dimension genre dans les politiques et stratégies d'accès aux services énergétiques	1.1 Textes en cours d'élaboration 1.2 Pas de réunion sectorielle 1.3 : 1% 1.4 : à déterminer par une analyse des textes en début d'action	1.1 Le nouveau Code de l'électricité et ses décrets d'application sont adoptés (2027) 1.2 Réunion sectorielle annuelle (2027) 1.3 50% (2027) 1.4 : à fixer après le démarrage de l'action	1.1 MPME 1.2 MPME 1.3 Rapport ARE	
Effet direct 2 (objectif spécifique)	2. Des investissements structurants permettant d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et d'améliorer la couverture et le taux d'accès à l'électricité notamment en milieu rural	2.1 Nombre d'individus qui ont accès à l'électricité a) nouvel accès, b) meilleur accès (GERF 2.3) ventilé par sexe, par type de connexion (dont tarif social) 2.2 Nouvelles capacités de production d'énergie renouvelable installées (MW) (GERF 2.4)	2.1 : 0 2.2 : 0 MW	2.1 : 50.000 personnes en 2027 ¹⁴ (environ 8.300 ménages) 2.2 : 3,1 MW en 2027	2.1 SCAPP, MPME 2.2 MPME	

¹³ Global Europe Results Framework

¹⁴ Basé sur le recensement de 2013 et ses projections. Le prochain recensement prévu en 2023 et l'étude de faisabilité détaillée permettront de préciser ces données

Produit 1 lié à l'effet direct 1	1.1. Au sein du MPME, la future DGE est en adéquation avec les enjeux du secteur de l'électricité dont elle assure le pilotage stratégique, en suivant et en mettant en œuvre les réformes institutionnelles.	1.1.1 La Direction Générale de l'Électricité est fonctionnelle 1.1.2 Le suivi de la mise en œuvre des réformes du secteur de l'électricité est effectif	1.1.1 Restructuration en préparation 1.1.2 Pas d'outil de suivi	1.1.1 75% des postes au niveau Directeur général, Directeur, et Chefs de service et Chefs de division sont pourvus 1.1.2 Rapport annuel de suivi de la réforme	1.1.1 MPME 1.1.2 MPME	Selon l'organigramme de la DGE qui sera finalement retenu par le Ministre
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2. Les opérateurs sont performants dans leur organisation pour fournir un service de qualité et équitable aux usagers femmes et hommes	1.2.1 Un plan d'amélioration des performances est élaboré et mis en œuvre dans chacune des filiales de la Somelec 1.2.2 L'amélioration des performances est mesurée et communiquée au public	1.2.1 Plan partiel 1.2.2 Rapport annuel succinct	1.2.1 Trois plans 1.2.2 Rapports annuels de performance	1.2.1 SOMELEC, Direction de l'électricité et de la maîtrise de l'énergie 1.2.2 SOMELEC	
Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3. La Direction de l'Électricité de l'ARE est en mesure d'assurer ses compétences sur l'intégralité du secteur	1.3.1 La Direction de l'électricité au sein de l'ARE est fonctionnelle 1.3.2 Nombre de licences et autorisations octroyées par l'ARE sur base du nouveau Code de l'électricité 1.3.3 Niveau de satisfaction des usagers des services énergétiques (désagrégué par sexe)	1.3.1 Restructuration envisagée 1.3.2 : 0 1.3.3 : à déterminer par une enquête en début de projet	1.3.1 75% des postes de Directeur, de Chef de département et de Chefs de services sont pourvus 1.3.2 à déterminer en début de cycle 1.3.3 : à déterminer par une enquête en début de projet	1.3.1 Rapport ARE 1.3.2 Rapport ARE	Selon l'organigramme qui sera finalement retenu par le Conseil national de régulation

Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1. Dans les zones de production agro-pastorales, l'accès des populations rurales à l'électricité est amélioré à partir de systèmes basés sur des sources renouvelables (solaire et éolien)	2.1.1 Nombre d'unités de transformation/conservation de la production agro-pastorale créées à travers le soutien de l'UE pour l'accès à l'électricité en milieu rural (en lien avec GERF 2.6) ventilé par sexe	2.1.1 0	2.1.1 à déterminer en cours d'action, sur base de l'étude de faisabilité détaillée et qui déterminera les zones retenues	2.1.1 Enquêtes programme et organismes nationaux	
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2. La production d'électricité verte contribue à l'atteinte des objectifs d'atténuation de la Mauritanie (CDN avril 2021)	2.2.1 Les informations relatifs à l'émission des GES du secteur sont communiquées annuellement 2.2.2 Taux de diminution des GES du secteur de l'électricité	2.2.1 : pas de données 2.2.2 : 0%	2.2.1 Rapport annuel 2.2.2 à déterminer en cours d'action, sur base de l'étude de faisabilité détaillée et qui déterminera les zones retenues	2.2.1 MPME, MEDD 2.2.2 MPME, MEDD	
Produit 3 lié à l'effet direct 2	2.3. Le secteur contribue à l'investissement dans l'énergie renouvelable	2.3.1 Nombre de mini-réseaux effectivement financés avec le concours du secteur privé (hors auto producteurs)	2.3.1 : 0	2.3.1 Supérieur ou égal à 2	2.3.1 MPME, DG-PPP	

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Afin de mettre en œuvre cette action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République islamique de Mauritanie.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, s'élève à 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

Des prolongations de la période de mise en œuvre peuvent être convenues par l'ordonnateur compétent de la Commission en modifiant la présente décision de financement et les contrats et conventions correspondants.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'Union¹⁵.

4.4.1 Gestion directe (passation de marché)

Contrat de service pour assistance technique.

Ce contrat contribue plus particulièrement à atteindre l'OS 1 et des 3 résultats associés, en synergie étroite avec les interventions liées à l'OS2, et notamment les résultats 2.2 et 2.3.

4.4.2 Gestion indirecte avec une entité ayant passé les piliers

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence française de développement (AFD).

Cette mise en œuvre implique la contribution à l'objectif spécifique 2 « Effectuer et promouvoir des investissements structurants permettant d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et d'améliorer la couverture et le taux d'accès à l'électricité notamment en milieu rural », principalement au résultat 2.1 et aux activités indicatives telles que présentées dans la section 3.2 de ce document, mais aussi la contribution aux résultats 2.2 et 2.3 et de leurs activités.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants :

- Expertise spécifique du secteur, en particulier dans l'appui institutionnel du MPME et de la SOMELEC (école des métiers) ;
- Capacité de mise en place d'équipes multidisciplinaires avec la possible participation d'expertise de l'administration européenne ;
- Expertise spécifique et récente (au cours des 5 dernières années) en Mauritanie et dans la sous-région dans le secteur de l'électricité et plus spécifiquement dans l'amélioration de l'accès à l'électricité renouvelable en milieu rural ;
- Contribution effective, financière, stratégique et opérationnelle, à la l'initiative de l'Équipe Europe « Pour la transition vers une économie verte et bleue » ;

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une autre entité. Dans ce cas, les services de la Commission peuvent

¹⁵ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

sélectionner l'entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée par une mise à jour de la décision.

4.4.3 Opérations FEDD + couvertes par des garanties budgétaires

Une partie de cette action peut être mise en œuvre au moyen de garanties budgétaires en gestion indirecte. Les garanties budgétaires relèveraient du second domaine prioritaire « Transition vers une économie verte et bleue » du Programme indicatif pluriannuel 2021-2027 en faveur de la Mauritanie et plus particulièrement à l'objectif spécifique 2.2 « le secteur de l'énergie permet un accès abordable pour une majorité de la population à une énergie propre et renouvelable ».

Cette section 4.4.3 est incluse à titre d'information uniquement. Un plan d'action global couvrant toutes les garanties budgétaires FEDD + et la décision de financement pour l'ensemble de l'engagement annuel au titre de la ligne budgétaire FEDD + sont adoptés séparément.

Les garanties auront un impact positif sur l'ensemble des investissements dans le secteur, qu'ils émargent du programme indicatif pluriannuel national ou régional pour le secteur de l'énergie.

4.5 Critères d'éligibilité géographique pour la passation de marchés publics et les subventions

L'éligibilité géographique en termes de lieu d'établissement pour participer aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et en termes d'origine des fournitures achetées, telle qu'établie dans l'acte de base et définie dans les documents contractuels pertinents.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique en cas d'urgence ou d'indisponibilité de services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés lorsque l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de cette action impossible ou excessivement difficile (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDCI - Europe dans le monde).

4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (en EUR)	Contribution indicative de tiers (en EUR)
Modalités de mise en œuvre — cf. section 4.4		
OS1. <i>Améliorer les performances du secteur de l'électricité et de ses opérateurs sur l'ensemble du territoire, pour un service de qualité contribuant au développement d'activités économiques et la création d'emploi</i> composé de		
Passation de marchés (gestion directe) — cf. section 4.4.1	3 250 000	
OS2. <i>Des investissements structurants permettant d'augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique et d'améliorer la couverture et le taux d'accès à l'électricité notamment en milieu rural</i> composé de		
Gestion indirecte avec l'Agence française de développement – cf. section 4.4.2	9 000 000	15 000 000
Évaluation — cf. section 5.2 et Audit — cf. section 5.3	150 000	
Imprévus	850 000	
Totaux	13 250 000	15 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Deux niveaux de suivi seront mis en place :

- Un comité de suivi stratégique de l'action se tiendra annuellement dans le cadre du suivi de la politique sectorielle, présidé par le ministère en charge des domaines d'intervention MPME;
- Un comité technique de suivi sectoriel se réunira de façon régulière, une à deux fois par an, avec la participation de l'ensemble des structures concernées et des représentants des bénéficiaires.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

5 MESURE DE LA PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré de réalisation de ses résultats (réalisations et réalisations directes) tels que mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Les indicateurs seront ventilés au moins par sexe pour ceux qui peuvent l'être. Tous rapports évalueront la manière dont l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains et l'égalité de genre.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données: le ministère MPME sera responsable des données et des informations relatives aux indicateurs d'avancement du programme. Les partenaires chargés de la mise en œuvre seront en charge de la collecte et de l'élaboration des données et des informations, dans les secteurs d'intervention de chacun, sur la base des informations disponibles dans les départements ministériels et du système du suivi interne. Les données et informations à produire seront indiquées dans la convention de délégation et dans le contrat d'assistance technique qui seront signés dans le cadre de la présente décision.

5.2 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, une ou plusieurs évaluations, à mi-parcours et finale, pourront être réalisées pour cette action et/ou pour ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants, avec la possibilité de missions conjointes.

Dans le cas où une évaluation à mi-parcours est envisagée, elle sera réalisée à des fins de résolution de problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne l'efficacité et la cohérence avec le plan d'action annuel prévu en 2023 pour sa partie « systèmes alimentaires durables »

Dans le cas où une évaluation finale ou ex post est envisagée, elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à différents niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que les énergies renouvelables sont les principaux leviers d'atteinte des CDN.

Toutes les évaluations doivent évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle contribue à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

Dans ces cas, une expertise sur les droits de humains et l'égalité des sexes sera assurée dans les équipes d'évaluation.

Lorsqu'une évaluation est prévue et doit être commandée par la Commission: la Commission informe le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 2 mois à l'avance des dates prévues pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collabore efficacement et utilement avec les experts chargés de l'évaluation, leur transmet notamment tous les documents et informations nécessaires et leur donne accès aux locaux ainsi qu'aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être partagés avec les partenaires et d'autres parties prenantes clés selon les meilleures pratiques de diffusion des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et recommandations des évaluations et, le cas échéant, appliquent les ajustements nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux contrats conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, engager des missions d'audit indépendant ou de vérification pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente action identifie comme

Niveau d'intervention		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action unique	Action présente: tous les contrats pour cette Action
Niveau du groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Référence des actions (CRIS #/OPSYS #): 'La présente action' 'Autres actions'
Niveau du contrat		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Engagement juridique individuel (ou contrat) prévu (e)''
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Engagement juridique individuel (ou contrat) prévu (e)''
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	Engagement juridique individuel (ou contrat) prévu 1' Engagement juridique individuel (ou contrat) prévu 2' Engagement juridique individuel (ou contrat) spécifique prévu #'